



attac

Le Courriel d'information

n°211 – Vendredi 16 février 2001.

UN PAS VERS...

Dans ce numéro

- 1- Appel de Porto Alegre pour les prochaines mobilisations
- 2- Une première: Le Forum parlementaire mondial de Porto Alegre
- 3- Alternatives et organisation des résistances
- 4- Taxe Tobin. Un premier pas de l'Inde.
- 5- Brèves d'OMC
- 6- Nouvelle étape de la " tiers-mondisation " de la Russie
- 7- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

1- Appel de Porto Alegre pour les prochaines mobilisations. 175 signataires pour la première vague qui vient à peine de débuter... Le FSM n'a pas eu de « déclaration finale » il s'agit de la déclaration des mouvements sociaux. Celle-ci permet sans avancer rien de nouveau de se fixer un calendrier et un cadre commun pour 2001.

2- Une première: Le Forum parlementaire mondial de Porto Alegre. 400 délégué(e)s dont 200 élu(e)s ont participé dans le cadre du Forum social mondial à cette réunion d'un type nouveau qui montre à la fois l'engagement et la détermination pour les représentants de s'inscrire dans un mouvement et pas seulement dans un discours.

3- Alternatives et organisation des résistances. Rendez-vous à Montréal la semaine prochaine pour ensemble faire un bilan et organiser nos alternatives.

4- Taxe Tobin. Un premier pas de l'Inde. Le Premier ministre indien s'est déclaré en faveur de la taxe Tobin pour alimenter directement un fonds spécial pour combattre la pauvreté...

5- Brèves d'OMC. L'organisation fait de la « retape » en appelant ses papys à la rescousse. Le Brésil et les états de l'ALENA, Etats Unis et Canada en particulier sont en pleine guerre commerciale : bœufs, avions, médicaments rien n'y manque et les arsenaux répressifs commencent à crépiter de tous les côtés : boycott, interdiction, ORD... Vive le libéralisme ! au moins on est de retour dans la cour de récréation. Le problème c'est que derrière il y a des personnes qui paient et parfois le prix fort...

6- Nouvelle étape de la " tiers-mondisation " de la Russie. Les déboires de la Russie depuis la « chute du mur » sont nombreux. Cependant aujourd'hui une étape supplémentaire pourrait être franchie.

Appel de Porto Alegre pour les prochaines mobilisations

En tant que forces sociales venant du monde entier, nous nous sommes réunis ici au Forum Social Mondial de Porto Alegre. Syndicats et ONG, mouvements et organisations, intellectuels et artistes, nous construisons ensemble une grande alliance afin de créer une société nouvelle, loin de la logique actuelle qui ne valorise que le marché et l'argent. Davos symbolise la concentration des richesses, la mondialisation de la pauvreté et la destruction de notre planète. Porto Alegre symbolise la lutte

et l'espoir d'un monde nouveau possible, où l'être humain et la nature sont au centre des préoccupations.

Nous faisons partie d'un mouvement en pleine croissance depuis Seattle. Nous défions les élites et leurs procédés antidémocratiques, représentés au « World Economic Forum » (WEF) de Davos. Nous venons pour partager nos combats, pour échanger nos expériences, renforcer notre solidarité et manifester notre refus radical des actuelles politiques néolibérales de mondialisation.



attac

Nous sommes des femmes et des hommes : paysannes et paysans, travailleuses et travailleurs, salariés, étudiants, chômeuses et chômeurs, peuples indigènes et noirs, venant du Nord et du Sud, engagés dans la lutte pour les droits des peuples, pour la liberté, la sécurité, l'emploi et l'éducation. Nous sommes contre l'hégémonie du capital, la destruction de nos cultures, le monopole du savoir, les médias de masse, la dégradation de la nature et de la qualité de vie causée par les entreprises multinationales et les politiques antidémocratiques. L'expérience de la démocratie participative, comme à Porto Alegre, démontre que des alternatives concrètes sont possibles. Nous réaffirmons la suprématie des droits de l'être humain, des droits de l'écologie et des droits sociaux sur les exigences du capital et des investisseurs.

Au fur et à mesure que notre mouvement se fortifie, nous résistons à l'élite globale afin d'améliorer l'égalité, la justice sociale, la démocratie et la sécurité pour tous, sans aucune distinction. Nos méthodes et nos alternatives contrastent fortement avec les politiques destructrices du néolibéralisme.

La mondialisation libérale renforce un système sexiste, patriarcal, qui favorise l'exclusion et la féminisation de la pauvreté. Il exacerbe toutes les formes de violence à l'encontre des femmes. L'égalité homme-femme est une dimension centrale de notre combat. Sans elle, un autre monde ne sera jamais possible.

La mondialisation libérale déchaîne le racisme, en continuité avec le génocide causé par des siècles d'esclavage et de colonialisme, qui ont détruit les fondements des civilisations et des sociétés noires d'Afrique. Nous appelons tous les mouvements à se solidariser avec le peuple africain, du continent et ailleurs dans le monde, pour défendre son droit à la terre, à la citoyenneté, à l'égalité et à la paix à travers la reconnaissance de la dette historique et sociale. Le trafic d'esclave et l'esclavage sont des crimes contre l'humanité.

Nous exprimons tout spécialement notre reconnaissance et notre solidarité aux peuples indigènes dans leur combat historique contre le génocide et l'ethnocide et pour la défense de leurs droits, de leurs ressources naturelles, de leur culture, de leur autonomie, de leur terre et de leur territoire.

La mondialisation libérale détruit l'environnement, est néfaste pour la santé et les

conditions de vie du peuple. L'atmosphère, l'eau, la terre et les êtres humains également sont transformés en marchandises. La vie et la santé doivent être reconnus en tant que droits fondamentaux et il faut soumettre les décisions économiques à ce principe.

La Dette Extérieure des pays du Sud a été payée plusieurs fois. Injuste, illégitime et frauduleuse, elle fonctionne comme un instrument de domination, privant les peuples de leurs droits fondamentaux, avec pour seul objectif celui de favoriser le système d'usure international. Nous exigeons son annulation sans conditions et la réparation des dettes historiques, sociales et écologiques, ceci constituant les premières mesures d'une solution définitive aux crises que la dette extérieure provoque.

Les marchés financiers exploitent les richesses et les ressources des populations et soumettent les économies nationales aux va-et-vient des spéculateurs. Nous réclamons la suppression des paradis fiscaux et l'introduction d'impôts sur les transactions financières.

Les privatisations transfèrent les biens publics et les ressources vers les multinationales. Nous sommes opposés à toute forme de privatisation des ressources naturelles et des biens publics. Nous lançons un appel afin de les protéger et d'offrir à toutes et à tous une vie digne.

Les entreprises multinationales contrôlent la production mondiale grâce au chômage massif, aux bas salaires et au travail peu qualifié. Elles refusent de reconnaître les droits fondamentaux des travailleurs, tels qu'ils ont été définis par l'OIT. Nous réclamons la reconnaissance réelle des droits des syndicats à s'organiser et à négocier afin d'obtenir de nouveaux droits pour les travailleurs. Alors que les biens et les capitaux peuvent traverser librement les frontières, les restrictions concernant les mouvements de population exacerbent l'exploitation et la répression. Nous exigeons la fin de ces restrictions.

Nous demandons un système commercial juste et qui garantisse le plein emploi, l'autosuffisance alimentaire, des échanges équitables et la prospérité locale. Le « libre échange » n'est pas aussi libre que cela. Les règles du commerce global permettent aux multinationales d'accumuler très rapidement richesse et pouvoir et génèrent en même temps une plus grande marginalisation et un plus grand appauvrissement des paysannes et des paysans, des travailleuses et des travailleurs ainsi que des



attac

entreprises locales. Nous demandons aux gouvernements de respecter leurs obligations, suivant en cela les règles internationales sur les droits de l'homme et les accords internationaux sur l'environnement. Nous en appelons à votre soutien pour les mobilisations contre la création de la zone de libre échange des Amériques, une initiative qui signifie la reconquête de la région et la perte des droits humains fondamentaux : les droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux.

Le FMI, la Banque Mondiale et les banques régionales, l'OMC, l'OTAN et d'autres alliances militaires sont une partie des acteurs de la mondialisation libérale. Nous exigeons qu'ils cessent d'interférer dans les politiques nationales. Ces institutions n'ont aucune légitimité aux yeux des peuples et nous continuerons à protester contre leurs mesures.

La mondialisation libérale a provoqué la concentration des terres et a favorisé une agriculture transnationalisée, néfaste à l'environnement et aux structures sociales. Elle se base sur la production pour l'exportation qui suppose de grandes plantations et des barrages qui ont comme corollaire l'expulsion des gens de leur terre et la destruction de leurs moyens de subsistance. Ceux-ci doivent leur être rendus. Nous demandons une Réforme Agraire démocratique qui donnerait au paysan l'usufruit de la terre, de l'eau et des graines. Nous favorisons des systèmes agricoles d'autosuffisance. Les graines et le matériel génétique font partie du patrimoine de l'humanité. Nous exigeons l'abolition de l'utilisation des plantes transgéniques et des brevets sur la vie.

Aux mains des multinationales, la militarisation et la mondialisation libérale se soutiennent afin d'ébranler la démocratie et la paix. Nous refusons complètement que la guerre soit l'unique façon de résoudre les conflits. Nous sommes contre la course à l'armement et le commerce des armes. Nous exigeons la fin de la répression et de la criminalisation de la revendication sociale. Nous condamnons les interventions militaires étrangères dans les affaires internes de nos pays. Nous exigeons la levée des embargos et des sanctions qui sont utilisées comme moyen d'agression et nous exprimons notre solidarité avec ceux qui souffrent de leurs conséquences. Nous refusons l'intervention militaire des États-Unis en Amérique latine par l'intermédiaire du Plan Colombie.

Nous appelons au renforcement de notre alliance face à ces thèmes essentiels et à l'organisation d'actions communes. Nous continuerons à nous mobiliser autour de ces actions jusqu'au prochain forum. Nous reconnaissons que nous disposons à présent d'une position plus favorable pour entreprendre le combat en vue d'un monde différent, sans misère, sans faim, sans discrimination ni violence et pour une meilleure qualité de vie, dans l'équité, le respect et la paix.

Nous nous engageons à soutenir toutes les luttes de l'agenda collectif qui mobilise l'opposition au néolibéralisme. Parmi les priorités des mois à venir, nous allons nous mobiliser globalement contre :

- le forum économique mondial à Cancun (Mexique) les 26 et 27 février ;
- la zone de libre échange des Amériques, à Buenos Aires (Argentine) le 6 et 7 avril et au Québec (Canada) du 17 au 22 avril ;
- la Banque Asiatique de Développement (en mai à Honolulu) ;
- le Sommet du G8 à Gênes (Italie) du 15 au 22 juillet ;
- Le FMI et la Banque Mondiale dont l'assemblée annuelle se tiendra à Washington DC du 28 septembre au 4 octobre ;
- L'OMC, du 5 au 9 novembre (au Qatar ?)

Le 17 avril, nous nous joindrons à la mobilisation internationale pour la lutte contre l'importation de produits agricoles à bas prix que génère le « dumping » économique et social. Nous appuierons également la mobilisation féministe à Gênes, contre la mondialisation libérale. Nous soutiendrons l'appel pour un jour mondial d'action contre la dette, qui aura lieu cette année le 20 juillet et les mobilisations qui auront lieu à l'occasion de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance (Durban, Afrique du sud – 31 août au 7 septembre 2001).

Ces propositions définies font partie des projets alternatifs élaborés par les mouvements sociaux du monde entier. Elles ont pour principe l'idée que les êtres humains et la vie ne sont pas des marchandises. De la même façon, elles sont guidées par l'engagement pour le bien-être et les droits humains de toutes et de tous.

Notre participation au forum social mondial a enrichi notre compréhension de chacun de nos combats et nous en sommes sortis plus forts. Nous en appelons aux peuples du monde entier afin qu'ils nous rejoignent dans notre lutte pour la construction d'un futur meilleur. Le forum



attac

social de Porto Alegre est un pas vers la souveraineté des peuples et vers un monde juste.

Traduction : Sylvie Baudequin, Jean McComber & André Intartaglia, traducteurs bénévoles
cooditrad@attac.org

Liste des signataires et moyen de la signer (pour les organisations seulement) :
<http://attac.org/fra/asso/doc/doc502sign.htm>

Une première: Le Forum parlementaire mondial de Porto Alegre

Les 27 et 28 janvier 2001, un Forum parlementaire mondial (FPM) s'est réuni au sein du Forum social mondial (FSM). L'événement est d'importance. Par sa nouveauté d'abord, par ses conclusions ensuite. Lors de précédentes initiatives internationales de résistance à la mondialisation libérale, des élus ont certes déjà manifesté leur soutien aux mouvements sociaux. Mais c'est la première fois que de nombreux parlementaires se retrouvaient à une telle occasion pour débattre et prendre ensemble des engagements militants, consignés dans une "Déclaration finale"
<http://attac.org/fra/asso/doc/doc503fr.htm>

Quelque 420 personnes venus de 29 pays ont participé au FPM, dont plus de 200 élus - pour l'essentiel députés ou sénateurs (les autres participants étant souvent des représentants, assistants et collaborateurs parlementaires). Le gros de l'assemblée était évidemment constitué par les Latino-Américains, mais l'Europe de l'Ouest était aussi bien présente grâce, en particulier, à la délégation suisse (forte de 8 élus) et à celle du Parlement européen (forte de 11 élus). Il n'en allait, en revanche, malheureusement pas de même pour l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Est, l'Afrique et l'Asie. Cette répartition géographique par trop inégale des délégués s'explique avant tout par les délais de préparation de cette initiative sans précédent, qui ont été vraiment très brefs.

Une coopération Porto Alegre-Bruxelles s'est établi dès que l'organisation d'une rencontre parlementaire dans le cadre du Forum social a été envisagée. Les réseaux interparlementaires déjà existants en Amérique latine ont rapidement opérés ; ainsi que les liens tissés depuis deux ans au sein du Parlement européen grâce à l'activité de notre comité Attac. Mais il nous aurait fallu du temps pour impliquer efficacement les autres parties du monde.

Le FPM a été réalisé à l'invitation et sous la responsabilité du gouvernement du Rio Grande do Sul, l'Etat brésilien dont Porto Alegre est la capitale. Tout en restant minoritaire dans l'assemblée "provinciale", le Parti des travailleurs a emporté les dernières élections aux postes de gouverneur et de vice-gouverneur. Ce qui a beaucoup aidé à l'organisation concrète du Forum social mondial dans son ensemble, et pas seulement au forum parlementaire: le gouvernement de l'Etat et la mairie de Porto Alegre (conquise par le PT depuis des années) ont pu collaborer étroitement à cette entreprise de grande envergure !

En ce qui concerne le FPM lui-même, le comité Attac des Institutions européennes a servi de relais à l'initiative du gouvernement du Rio Grande do Sul. Il faut dire que le terrain avait été bien préparé en Europe, vu le rôle particulièrement actif joué par Attac-France dans la préparation du Forum social, ainsi que la venue d'une délégation brésilienne à la conférence de Genève, en juin 2000 : c'est à cette occasion que la perspective du FSM avait été lancée sur le plan international. A l'automne, de premiers contacts ont été établis entre Bruxelles et Porto Alegre. La visite au Parlement européen, fin novembre, du vice-gouverneur du Rio Grande do Sul, Miguel Rossetto, a donné un véritable coup de fouet à la préparation de la rencontre. Mais la CIG de Nice nous a aussi mobilisé - puis la trêve des confiseurs nous a quelque peu démobilisé - ce qui a réduit l'efficacité du travail accompli.

Dans ces conditions, nous ne pensions pas, en Europe, que le premier Forum parlementaire mondial aurait l'envergure qui fut la sienne : plus de 400 délégués. Un tel succès numérique montre que le FPM tombait à point, un an après Seattle ; qu'il répond effectivement à un besoin. De même, par son ampleur, la participation des élus latino-américains exprime le dynamisme des mobilisations en cours dans ce sous-continent : quatre ans après la rencontre organisée au Mexique à l'appel des zapatistes, l'Amérique latine s'inscrit à nouveau - et de façon spectaculaire ! - dans la succession des initiatives internationales de résistances à la mondialisation libérale. Enfin et surtout, si le Forum parlementaire à Porto Alegre a été un succès politique autant que numérique, c'est bien parce qu'il a été organisé dans le cadre même du Forum social. Voilà qui lui a donné sens, comme en témoignent ses travaux et sa Déclaration finale.



attac

Durant le forum, trois tables rondes ont permis aux parlementaires de débattre de la taxe Tobin et de la dette du tiers monde ; du marché, de la démocratie et des institutions financières ou commerciales internationales ; du rôle des élus - et en particulier de leurs responsabilités propres face aux gouvernements comme de leurs liens aux mouvements sociaux. L'intégration de nombreux amendements a permis d'enrichir le projet de Déclaration finale et ce document a été adopté lors de la dernière séance plénière, en conclusion des travaux.

Le Forum parlementaire s'est très bien déroulé. Regrettons seulement un certain manque d'articulation entre le FPM et l'organisation du Forum social pris dans son ensemble. Trop souvent en ce qui concerne les Européens, les hommes politiques invités à intervenir dans les principaux débats du FSM ne représentaient pas les délégations ayant préparé le Forum parlementaire, n'exprimaient pas la dynamique militante qui le caractérisait et n'étaient pas concrètement engagés dans la construction de notre réseau international. Il faudrait penser à ce problème, lors de la préparation du prochain Forum social mondial.

Sans vouloir paraphraser la Déclaration finale qui parle pour elle-même, signalons ici deux éléments particulièrement significatifs. Décision a été prise de coopérer et d'agir collectivement dans la durée, en constituant un réseau international de parlementaires prêts à s'engager auprès des mouvements sociaux, à les faire reconnaître comme des interlocuteurs privilégiés et à définir avec eux les alternatives. C'est véritablement une première. D'autres initiatives ont déjà été prises, comme l'Appel de Washington pour la taxe Tobin, mais il s'agit cette fois de construire un réseau capable de se mobiliser sur une large éventail de questions, dans le cadre des résistances à la mondialisation libérale. Ensuite, tout en soulignant leurs responsabilités propres (par exemple, en permettant la transparence et le contrôle des négociations conduites par les gouvernements), les parlementaires ne prétendent pas imposer leur leadership aux mouvements sociaux. Dialogue, solidarité et soutien sont les maîtres mots.

La Déclaration adoptée, il reste à la mettre en œuvre.

Le travail est engagé à Bruxelles, où la délégation de retour de Porto Alegre a présenté un compte rendu le 7 février dernier, dans le cadre du comité Attac des Institutions

européennes. Il nous faut maintenant, en collaboration avec nos partenaires latino-américains, consolider et élargir les liens noués en Europe et surtout - c'est une priorité - intégrer plus directement des parlementaires d'Amérique du Nord et des autres régions du monde à la constitution du réseau international. Pour commencer à agir ensemble.

Avec pour horizon, notre nouveau rendez-vous. L'an prochain, à Porto Alegre.

Pierre Rousset. euro.institutions@attac.org
Groupe de fonctionnaires internationaux, d'employés des institutions européennes et d'élus européens.

Alternatives et organisation des résistances

La résistance à la mondialisation néolibérale est multiforme : luttes contre la pauvreté et l'exclusion sociale, luttes contre la privatisation des services de santé et d'éducation, luttes contre la spéculation et la criminalité financières, luttes contre la marchandisation des biens communs de l'humanité comme l'air et l'eau, lutte contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Des milliers d'acteurs de ces luttes se sont retrouvés à Porto Alegre dans le cadre du premier Forum social mondial. Pour plusieurs, cela marque le début d'une mondialisation des résistances et des solidarités. Plus important encore, cela ouvre la voie à la mondialisation des alternatives.

ATTAC-Québec organise deux assemblées publiques pour discuter à la fois des enjeux des négociations pour la mise en place de la ZLEA et des perspectives ouvertes par les rencontres à Porto Alegre.

21 février, 19 h 00. Longueuil - Cégep Edouard-Montpetit, 945, Chemin Chambly, Longueuil, salle B-105. Avec Philippe Duhamel, Opération-Salami ; Claire Sabourin, Alliance pour un monde responsable et solidaire Participante au Forum social mondial. Thème Résistance à la ZLEA et au néolibéralisme mondial Organisée par Comité d'action politique de l'Association étudiante - Cégep Ed.-Montpetit ATTAC-Québec

22 février, 19 h 00 Montréal - Centre St-Pierre 1212 Panet (près station Beaudry) Avec Lorraine Guay, Marche mondiale des Femmes ; Robert Jasmin, président d'ATTAC-Québec. Tous deux de retour de Porto Alegre. Thème :



attac

Alternatives et organisation des résistances à l'heure du Forum social mondial. Organisée par ATTAC-Québec

Plus d'informations quebec@attac.org
<http://attac.org/quebec/>

Taxe Tobin. Un premier pas de l'Inde

Le premier ministre indien Atal Behari Vajpayee a proposé l'imposition au niveau international, des flux de capitaux entre les pays développés et des capitaux rapatriés à partir des pays en voie de développement. Cet argent pourrait alors être destiné à un Fonds International de Lutte contre la Pauvreté.

Selon lui, ce Fonds pourrait entre autres servir :

- à accélérer la liquidation de toutes les dettes extérieures des pays à faibles revenus, ainsi qu'à mettre en place des programmes de réduction de la pauvreté, visant plus particulièrement les pays qui ont perdu leurs moyens de subsistance du fait de crises économiques provoquées par l'inversion des mouvements de capitaux, ceux-ci étant rapatriés dans les pays développés.
- à assister ces pays dans l'amélioration des compétences et à favoriser l'accès des pauvres aux moyens nécessaires pour être réellement compétitifs dans l'économie mondiale.
- Le fonds pourrait également favoriser l'implantation de technologies qui sauvent des vies, l'augmentation de la production alimentaire, et la création d'énergies renouvelables dans les régions agricoles, utilisables dans les pays en voie de développement.

C'est au cours de son discours d'inauguration lors du premier Sommet 2001 pour un développement durable se tenant à Delhi, organisé par l'Institut Tata de Recherche sur l'Energie que Vajpayee a proposé l'instauration de ce Fonds international. Des dirigeants internationaux, des intellectuels et des écologistes participaient à ce sommet et parmi ceux qui se sont également exprimés lors de la session d'inauguration, on trouvait Mark Malloch Brown, administrateur de l'UNDP et Maurice Strong, président de l'Université pour la paix de l'ONU.

Monsieur Vajpayee a également insisté sur la nécessité d'accroître de manière significative les ressources des gouvernements des pays en voie de développement afin qu'ils mènent à terme leurs projets de développement et les programmes visant plus particulièrement à

l'éradication de la pauvreté. Il souligne en outre la nécessité d'augmenter les moyens des institutions bilatérales et multilatérales. " Ceci implique une volonté politique beaucoup plus forte de la part des pays industrialisés que celle que l'on constate aujourd'hui " a-t-il dit.

" Ce qu'il nous faut , c'est une stratégie cohérente et globale à l'échelle mondiale qui implique la mobilisation la plus totale de toutes nos ressources économiques, sociales, culturelles et technologiques. " a dit Monsieur Vajpayee, faisant remarquer qu'un modèle économique étroitement délimité ne pourra jamais venir à bout de la pauvreté mondiale, ni déboucher sur un développement durable.

Evoquant l'inégalité dans le monde, mesurée par les derniers indices sur le développement mondial que donnent la Banque Mondiale, Vajpayee a dit qu'un sixième de la population mondiale se partage 78 pour cent du revenu mondial, alors que les trois cinquièmes de la population mondiale, vivant dans les 61 pays les plus pauvres, ne disposent que de six pour cent du revenu mondial. Ces informations sont divulguées alors que, selon le Earth Times, l'Institut Mondial de Recherche Economique sur le Développement (WIDER) fait état de l'accroissement quotidien et toujours plus rapide des 'inégalités économiques. De plus en plus de gens deviennent pauvres et la tendance va probablement croître dans la décennie à venir selon l'Institut WIDER.

Branco Milanovic, l'économiste principal du groupe de recherche sur le développement de la Banque Mondiale et l'auteur de " la vérité sur la répartition du revenu mondial ", a expliqué lors d'une conférence publique à l'Institut Mondial de Recherche Economique sur le Développement de l'ONU (WIDER) que, entre 1980 et 1990, on a assisté à une explosion des inégalités non seulement au sein des pays en voie de développement mais aussi en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. Ce phénomène est lié à la mondialisation, qui réduit l'importance des frontières nationales dans la vie économique. Il a ajouté qu'à l'intérieur des pays, les inégalités s'accroissent, ceci étant particulièrement vrai pour les pays pauvres et très peuplés.

Le Times of India fait cependant remarquer que Nicolas Stern, l'économiste en chef de la Banque Mondiale, dans un article publié dans l'International Herald Tribune, a lancé un appel aux pays riches pour qu'ils suppriment unilatéralement les taxations douanières pour les importations en provenance des 48 pays les



attac

moins développés. Il y faisait remarquer que plusieurs pays avaient réduit la pauvreté en libéralisant leurs règles commerciales, mais que les barrières douanières existantes ont limité leurs gains. Une analyse récente de la Banque a révélé que les barrières douanières imposées par les pays aux revenus élevés, ainsi que les subventions agricoles ont coûté aux pays en développement -en termes de perte d'opportunités d'exportation- beaucoup plus que le montant annuel de l'aide internationale qu'ils reçoivent.

Informations publiées grâce à War on Want.
www.waronwant.org

Traduction : Geneviève Walter, traductrice
bénévole et Frédéric Champion
coeditrad@attac.org

Brèves d'OMC

M.Moore s'emploie à dissiper les critiques sur le choix du Qatar pour abriter la IV^e Conférence Ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Il a notamment insisté sur le fait que les opposants seraient libres de manifester pacifiquement, exprimant l'espoir que le traitement des manifestants serait jugé correct. Il a aussi voulu infirmer les informations selon lesquelles le Qatar avait été le seul pays à se porter volontaire pour l'accueil de la Conférence. Selon lui, ce choix serait le résultat du consensus de l'ensemble des pays siégeant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour considérer que le Qatar était un pays acceptable pour la prochaine ministérielle.

La Commission européenne, de son côté, a appuyé ce choix. Néanmoins, en réponse aux préoccupations de nombres d'organisations non gouvernementales (ONG), P. Lamy a appelé le Qatar à "assurer à la société civile un accès total, sincère et effectif à la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)". Le soutien de l'Union européenne (UE) au Qatar "s'appuie sur la certitude que ces intérêts seront sauvegardés". Selon Lamy, le Qatar a parlé de mettre un centre à la disposition des organisations non gouvernementales (ONG), de délivrer des visas à tous les représentants de la société civile et de leur accorder toutes les facilités acceptables.

Le représentant des Etats-Unis rappelle la nécessité de la présence nord-américaine à ces négociations.

Devant le Congrès, où il réclamait l'acceptation rapide du "fast-track" il a rappelé entre autres les récents efforts de l'Union européenne (UE) et du Japon pour que le round porte sur l'ensemble des sujets commerciaux. Mais les Démocrates ont dit qu'ils ne voteraient pas le fast-track à moins d'inclure les préoccupations sociales et environnementales dans l'accord.

Pendant ce temps, quelques entreprises nord-américaines, comme Caterpillar et Boeing, n'envisagent plus leur opposition traditionnelle aux problèmes sociaux et commencent à explorer leur soutien à cette option dans le cadre d'un nouveau round. Cette nouvelle stratégie est généralement considérée comme une tentative d'obtenir le soutien démocrate au "fast-track". La nouvelle administration ne veut pas non plus imposer dans l'immédiat les sanctions dites de "carrousel" à l'Union européenne (UE). "Le but n'est pas de frapper l'adversaire, mais d'ouvrir des marchés" a dit Zoellick.

L'Union européenne (UE) travaille sur différents sujets pour le nouveau round.

Une proposition informelle de l'Union européenne (UE) sur une approche "plurilatérale" aux négociations a été discutée fin janvier, portant sur l'investissement et la concurrence. S'éloignant de la position jusqu'alors prise par l'Union européenne (UE), le document, considéré comme un "ballon d'essai" et jusqu'ici non approuvé par tous les Etats membres, propose que les gouvernements ne soient pas tenus de participer aux pourparlers sur ces sujets mais que leur résultat en fin de compte soit suffisamment général pour que tous les membres puissent le contresigner.

L'architecture de l'agenda de Bruxelles serait élaborée de telle manière qu'un nouveau round pourrait être achevé dans les 3 ans.

L'Union européenne (UE) a proposé la mise sur pied d'un forum de discussion du développement commercial et social en dehors de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). C'est ce qu'avait déjà affirmé à l'Inde, Chris Patten, Commissaire aux Relations extérieures. Néanmoins l'inclusion des problèmes environnementaux sur l'agenda européen est encore très présente.

Le litige sur les brevets entre Etats-Unis et Brésil (les conséquences sur le sida) :



attac

La deuxième demande nord-américaine de constitution d'un panel concernant le règlement de ce litige vient d'être acceptée par l'Organe de règlement des différends de l'OMC (ORD).

La première avait été bloquée par le Brésil mais le règlement ne permet pas le blocage d'une seconde demande.

La contestation porte sur l'Art.68 de la législation brésilienne sur la propriété industrielle, imposant une "élaboration locale" de toute invention brevetée autorisant la jouissance exclusive des droits. Les Etats-Unis contestent cet article comme discriminatoire à l'encontre des détenteurs étrangers de brevets brésiliens; les art. 27.1 et 28.1 de l'accord TRIPs (Aspects commerciaux des droits de Propriété Intellectuelle).

Cette position des Etats-Unis a été sévèrement critiquée par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) et notamment par MSF (Médecins Sans Frontières) qui a prié les Etats-Unis de retirer leur requête comme pouvant mettre en difficulté le programme brésilien pour combattre le sida, basé sur la capacité de ce pays à produire avec succès un traitement pouvant être mis à la disposition du plus grand nombre. De plus, l'action nord-américaine pourrait intimider d'autres pays à accepter l'offre brésilienne d'aide à la production de médicaments destinés à combattre le sida.

Les Etats-Unis répondent à ces accusation en arguant que le gouvernement brésilien désinforme volontairement les organisations non gouvernementales (ONG). Selon eux, ils attaquent l'Art.68 qui porte sur les emplois et le lieu de fabrication et non pas sur l'Art.71 de cette même loi, permettant d'accorder des licences obligatoires pour des raisons sanitaires, dans lesquelles se rangent les secours médicaux d'urgence.

Le Brésil accuse maintenant les Etats-Unis d'imposer eux-mêmes une "élaboration locale" destinée à protéger les brevets à l'intérieur de leurs frontières. Ils ont donc demandé l'établissement de consultations avec les Etats-Unis à ce sujet, rejeté par ce pays.

Les premières conséquences du litige Brésil-Canada sur les subventions aux avionneurs

Alors que le Brésil estime qu'il s'est mis en conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis PROEX (Programma de Financiamento as

Exportaciones), le Canada estime que le Brésil sait que ce programme n'est pas en conformité mais qu'il désire maintenir son avionneur national, Embraer, en activité. [ce qui semble réhibitoire à certains].

En attendant la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends de l'OMC (ORD), début Mars, le Canada a interdit provisoirement l'importation de boeuf brésilien, en raison de préoccupations concernant l'ESB. [Apparemment, il ne s'agit plus d'une maladie circonscrite à l'Europe !]. Cette décision a été immédiatement imitée par les Etats-Unis et le Mexique, partenaires du Canada dans l'ALENA (Accord de libre-échange Nord Amérique) [une joyeuse ambiance s'annonce pour le prochain Sommet sur la ZLE des Amériques au Québec]

Vancouver demande au gouvernement fédéral canadien de s'opposer aux dispositions sur les investissements

Le Conseil Municipal de cette ville a voté à l'unanimité 2 résolutions ayant trait aux pouvoirs municipaux en matière d'accords sur les investissements et le commerce international.

La première est en relation avec l'affaire Metalclad portant sur le Chapitre 11 de l'ALENA (Accord de libre-échange Nord Amérique).[Le litige qui opposait Metalclad, société nord-américaine de stockage de déchets, à l'Etat mexicain, avait eu gain de cause dans sa demande d'indemnités basée sur le refus de la ville mexicaine de Guadalcarr de lui accorder un permis de construire une usine et menaçant ses investissements] Elle demande au gouvernement fédéral canadien d'user de son pouvoir d'intervention "pour défendre la capacité des gouvernements locaux d'agir dans l'intérêt des citoyens et de l'environnement et de s'assurer que les mesures qu'ils prennent ne peuvent être l'objet de recours sur la base du Chapitre 11 « Etat contre investisseurs » de l'ALENA (Accord de libre-échange Nord Amérique)"

En 2^{ème} lieu, une pétition a été prise par le Conseil Municipal pour que le gouvernement fédéral refuse de signer tout nouvel accord commercial et d'investissement -tel que la proposition d'expansion négociée dans le cadre de la ZLE des Amériques.

Les Etats-Unis veulent revoir leur Système Généralisé de Préférences (SGP) avec l'INDE



attac

Considérant que ce pays ne fournit pas aux Etats-Unis un accès "raisonnable et équitable" aux sodas nord-américains, les Etats-Unis ont menacé de retirer à l'Inde le bénéfice de son SGP sur certains produits qu'ils importent de ce pays. Le SGP permet d'accorder un traitement sans droit aux produits importés de Pays en voie de développement (PVD) bien définis. En 99, plus de 1 Md\$ d'importations nord-américaines en provenance de l'Inde en ont bénéficié. Les importations sous ce régime ont encore augmenté de 13 % en 2000 par rapport à 99.

Encore des "prévisions" d' "experts" de la Banque Mondiale démenties par les faits

Banque mondiale (BM) et Fonds monétaire international (FMI) ont dû s'incliner devant les demandes du Mozambique d'interdire l'exportation de noix de cajou et de protéger son industrie sucrière après 5 ans d'un combat acharné. La Banque mondiale (BM), en 95 a forcé ce pays à autoriser l'exportation illimitée de cajou non traité vers l'Inde, à l'encontre des souhaits du Mozambique. Ces deux secteurs avaient récemment fait l'objet d'une assistance financière étrangère. Contrairement aux prévisions de la Banque mondiale (BM) qu'un marché libre entraînerait la hausse des prix, la position de monopole à l'achat tenue par l'Inde fit chuter les prix, entraînant pertes d'emplois et faibles revenus pour les paysans de ces deux filières. En décembre le Fonds monétaire international (FMI) a donné son accord autorisant le Mozambique à prendre une double protection : un droit à l'export de 18 % sur les noix non traitées, et le droit donné à l'industrie locale de refuser l'achat de noix avant qu'elles ne soient exportées. C'est un renversement de tendance dans la politique de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), soumis à une pression intense interne (gouvernement, syndicats et milieux d'affaires) et internationale.

Après le Qatar, un nouveau choix de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en faveur des pays "démocratiques"

Le représentant permanent de HongKong (Chine) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pourrait être prochainement nommé à la présidence du Conseil Général. Ancien président à l'Organe de règlement des différends de l'OMC (ORD), Stuart Harbinson jouerait ainsi un rôle essentiel dans la préparation de la Conférence Ministérielle au Qatar.

Les "has-been" au secours de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Les trois anciens DG du GATT (General Agreement on Trade and Tariff) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : A.Dunkel, GATT (General Agreement on Trade and Tariff) (80-93), P. Sutherland, GATT (General Agreement on Trade and Tariff) / Organisation mondiale du commerce (OMC) (93-95) et R.Rugiero, Organisation mondiale du commerce (OMC) (95-99), dans un communiqué commun sans précédent, ont appelé les gouvernements à concentrer leurs efforts au lancement d'un nouveau round de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui est "à leurs yeux un des outils les plus précieux du management économique global à [leur] disposition".

Ils pensent que l'opposition du public contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est allée trop loin, et en appellent aux gouvernements et aux milieux d'affaires "pour parler fort en faveur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)". Bien que ne pensant pas que les principes qui la fondent puissent être sérieusement récusés, ils estiment cependant qu'elle pourrait être améliorée, notamment du point de vue de la transparence interne et externe. Ils demandent également, en particulier aux Etats-Unis et à l'Union européenne (UE), de "s'auto contrôler dans la voie des recours devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC (ORD)" leur demandant plutôt de choisir la consultation sincère et la négociation bilatérale directe.[ce qu'ils appellent sans doute la transparence].

Quant aux droits du travail et aux règles environnementales, ils sont d'accord pour penser que ces sujets ne doivent pas être traités par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) mais plutôt au sein d'un nouveau forum qui rassemblerait les dirigeants de toutes les institutions commerciales, financières et de développement intéressées.

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit de le contacter... Merci

Nouvelle étape de la " tiers-mondisation " de la Russie

A la veille de la chute du Mur de Berlin, l'économiste en chef de la Banque mondiale, Larry Summers (qui deviendra ensuite secrétaire



attac

américain aux Finances sous l'administration Clinton), avait émis une proposition pour le moins détonante : puisque le manque d'industrialisation du Tiers Monde empêche son développement, pourquoi ne pas y délocaliser les usines polluantes des pays riches ? Selon Larry Summers, une telle politique aurait le don de diminuer la pollution au Nord, tout en permettant un décollage économique au Sud... !

Si à l'époque, la proposition n'a pas été acceptée, il semble que sa logique, déjà reprise lors du Sommet de Kyoto (permettant aux pays riches de racheter des quotas d'émission de CO2 aux pays pauvres), refasse aujourd'hui surface en Russie. En effet, le 21 décembre 2000, les députés russes ont voté en première lecture un projet de loi permettant à la Russie d'acheter des déchets radioactifs à l'étranger. Par cette opération, le gouvernement espère empocher quelque 20 milliards de dollars en dix ans grâce à l'achat de 20 000 tonnes de déchets radioactifs en provenance de Suisse, du Japon, d'Espagne, de Chine, d'Allemagne et de Taiwan. La seconde lecture est prévue pour fin février et plus de 500 organisations écologistes russes se sont mobilisées pour empêcher cette nouvelle étape de la " tiers-mondisation " de la Russie.

En une décennie, la Russie a connu tous les déboires politico-financiers qu'avait connu le Tiers Monde avant elle. Dès 1992, le pays a appliqué les recettes d'ajustement structurel conseillées par les experts du FMI : démantèlement des services publics, rigueur monétaire, libéralisation des prix, dollarisation des échanges, réduction des budgets sociaux, fermeture des entreprises non rentables, privatisations massives, etc.

Les conséquences de ces mesures de choc ne se sont pas fait attendre : suite à la libéralisation des prix et à l'effondrement du rouble, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 16% en une seule année, plongeant sous le seuil de pauvreté 90% de la population ! Les retards de salaires et de pensions ont commencé à s'accumuler. Les hôpitaux publics, les écoles et les centres culturels, devant subitement s'autofinancer, ont fait faillite.

Parallèlement, les forces industrielles locales ont été littéralement avalées par les multinationales occidentales (profitant de la libéralisation pour rapatrier des profits considérables), tandis qu'une oligarchie financière locale (les "

nouveaux riches ") s'est adonnée à l'évasion massive de capitaux et a accumulé, en toute complicité avec le pouvoir, des fortunes fabuleuses libres de tout impôt.

La conséquence d'une telle situation a évidemment été l'explosion de la dette extérieure du pays, qui est passée de 67 à 126 milliards de dollars entre 1991 et 1997. Dès 1994, le spectre d'une crise financière est apparu, lorsque le " mardi noir " du 11 octobre, le rouble a perdu 21% en une seule journée. Mais c'est à partir d'août 1998 que la faillite de l'Etat a été officielle (quelques jours après la signature d'un prêt " historique " de 22,6 milliards de dollars avec le FMI et la Banque mondiale), lorsque le gouvernement a annoncé un défaut de paiement sur 40 milliards de dollars d'obligations d'Etat (les GKO's). Cela a abouti au krach du 17 août et au moratoire russe de trois mois sur le paiement des intérêts de sa dette.

Durant l'année suivant le krach, le rouble a chuté de 75% et la dette russe est passée de 126 à 183 milliards de dollars ! Le PIB russe (produit intérieur brut) ne vaut plus désormais que 59% de sa valeur au moment de la chute du Mur. La situation financière du pays est devenue telle qu'en février 2000, les banques internationales créancières se sont résolues à annuler 36% de la dette que leur devait l'URSS (la Russie avait hérité des dettes de l'URSS après son effondrement).

Aujourd'hui, l'ex-seconde puissance mondiale est tellement criblée de dettes qu'elle semble prête à se muer en poubelle radioactive du monde industrialisé pour retarder l'échéance d'un nouveau défaut de paiement. Ses populations, passées subitement du centralisme bureaucratique à la libéralisation sauvage, savent qu'elles sont loin d'être arrivées au bout du tunnel...

Mais cette situation ne concerne pas qu'elles : d'abord parce que la crise russe a aggravé les déséquilibres économiques mondiaux, encore loin d'être résolus. Ensuite parce que les phénomènes environnementaux, dont les radiations, ne connaissent pas de frontière.

Arnaud Zacharie. arnaudzac@swing.be

Vous avez rendez-vous avec ATTAC



attac

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>>

Vendredi : BE : BRUXELLES – FR : MONTPELLIER (manifestation nationale) – EVRON – MONTREUIL

Samedi : BE : BRUXELLES – FR: AYTRE – PARIS 11

Dimanche: PARIS 11

Lundi: LA ROCHELLE – ROCHEFORT – SAINTES – ANGOULEME – MONTPELLIER - RABASTENS

Mardi : BE : LIEGE – FR: METZ – THIONVILLE – ST NAZAIRE – PARIS 11